

La Lettre

— de —

L'Expansion

Tendance

Paris, le 19 janvier 2009

Stand up

Drôle de rentrée ! « Tout le monde a l'impression qu'une catastrophe peut arriver, mais on ne voit pas d'où le coup peut partir ! » Cette réflexion d'un ministre du gouvernement décrit l'atmosphère fébrile au sommet du pouvoir. **Nicolas Sarkozy** pense avoir fait le nécessaire pour éviter l'affrontement avec la jeunesse, la situation qu'il redoutait le plus. A propos de la journée de manifestations interprofessionnelles du 29 janvier, l'Elysée préfère cette forme de catharsis sociale à des mouvements dispersés, moins contrôlables. Reste que les attentions destinées aux jeunes font des envieux, dans les études d'opinion, chez d'autres catégories comme les anciens...

La polémique médiatique un peu forcée autour de présumées divergences entre l'Elysée et Matignon sur l'ampleur de la réduction du taux d'intérêt du Livret A a permis de montrer que l'exécutif, en optant pour 2,5 %, a su se montrer « généreux » vis-à-vis des épargnants. Rien à attendre, en revanche, en matière de réductions d'impôts où, dixit **Eric Woerth**, « beaucoup a déjà été fait ». Woerth fait confiance aux stabilisateurs sociaux qui donnent du pouvoir d'achat : « Ce qui freine notre pays en période de croissance nous aide en période de crise. » Des conseillers se montrent plus sombres, à l'instar de **Henri Guaino** qui assure qu'« on en a pour quatre ans ! ». Le verrou qui a sauté pour les déficits publics par rapport aux exigences européennes redonne du grain à moudre pour des dépenses inattendues (100 millions d'euros supplémentaires pour le patrimoine).

A Bercy, on s'inquiète de la difficulté de certains pays comme l'Allemagne à financer leurs nouveaux emprunts d'Etat et des risques de forte remontée des taux d'intérêt à long terme, ce qui anéantirait toute chance de reprise. Les grands banquiers américains estiment que les emprunts d'Etat resteront une valeur refuge, compte tenu de la persistance du danger de déflation. La **Fed** croit davantage à un scénario comparable à celui du début des années 1990 où le krach obligatoire était intervenu lors de la reprise de l'activité, trois ans après le début de la récession. L'affaire **Madoff** continue de mettre sous tension les états-majors bancaires. Des émissaires de **HSBC** auraient fait savoir aux autorités européennes que la banque pourrait indemniser les porteurs de son fonds Madoff, Thema, qui est régi par la directive européenne Ucits 3 (1,4 milliard d'euros). Ses autres fonds, non régulés (3,5 milliards) échappant alors à l'indemnisation. De son côté, dans le dossier Madoff, l'**AFG** va travailler avec **Colette Neuville** pour défendre les intérêts des sociétés de gestion financière et des investisseurs.

Mais les vrais trois coups de la rentrée 2009 seront frappés cette semaine. Avec l'entrée en scène de **Barack Obama** qui lèvera le voile sur la réalité de ses marges de manœuvre. Nicolas Sarkozy sera attendu au tournant lors de ses vœux à la presse, occasion d'un *stand up* à effet de surprise. Et **Martine Aubry** sera mise au défi d'incarner une alternative à gauche. D'autant que, selon plusieurs enquêtes, actuellement la cote d'**Olivier Besancenot** monterait fort. Les attaques présidentielles contre le syndicat Sud apportant de l'eau à son moulin... ■

CETTE SEMAINE

- **CDC Entreprises :**
400 millions d'euros investis 3
- **Bayard :**
Recapitalisation en vue ? 4
- **Toulouse :**
Audit sur la gestion de l'eau 5
- **Agences de notation :**
Washington s'oppose à Bruxelles 7
- **Augustin de Romanet :**
Très sollicité 8

L'ENQUÊTE DE LA LETTRE

- PS : quand la base se rebiffe 2

LA COULISSE DE LA SEMAINE

- Présidence tchèque : ses priorités cachées en politique étrangère ... 3

EN DIRECT

■ **50 000 :** ce serait le nombre de Livrets A qui auraient été préservés auprès de LCL.

■ **YVES COCHET**, député Vert de Paris, a parié devant des proches que les JO de Londres de 2012 ne se dérouleraient pas comme prévu. En raison de la crise.

■ **DES BANQUIERS** d'affaires ont été surpris de ne pas avoir été invités cette année aux vœux présidentiels aux forces vives. Selon eux, Nicolas Sarkozy affichait ainsi sa « distance ».

■ **LE CNES** et l'Institut d'astrophysique de Paris apporteront leur concours au bal de l'X, le 27 mars, à Garnier. Les X célèbres de l'astronomie seront à l'honneur.

■ **JACQUES MARSEILLE** a obtenu l'accès aux archives de L'Oréal et en tirera en 2009 un livre à l'occasion du centenaire de l'entreprise.

Désormais, vous pouvez consulter La Lettre et ses archives sur Internet. Pour accéder à ce service payant, communiquez votre adresse de courriel, votre numéro d'abonné, ainsi que les codes APE et Siret de votre société à :

nboufassa@groupe-exp.com
Téléphone : 01 75 55 42 99.
Fax : 01 75 55 41 29.

POLITIQUE Derrière le combat des éléphants socialistes, il se joue sur le terrain des batailles au sein des fédérations départementales très divisées. Analyse à la loupe des derniers scrutins locaux.

PS : quand la base se rebiffe

Evidemment, la tragi-comédie jouée par les ténors socialistes à Reims laissera des séquelles au siège du parti. Mais, pis encore, aux quatre coins de la France, des coups bas se préparent en secret dans les locaux des fédérations départementales du PS. Avec de probables répercussions lors de la sélection des candidats pour les prochaines européennes. Car au sein même des fédérations, de grandes divisions apparaissent entre les votes des militants et ceux de leurs premiers secrétaires fédéraux. Il suffit de regarder les résultats des votes par départements pour départager les deux roses aux épines piquantes (voir tableau).

Dans le Gard par exemple, la base ne suit pas du tout les préférences du chef, Fabrice Verdier. Ce militant de 39 ans, soutien de Bertrand Delanoë au premier tour, vote Martine Aubry le 21 novembre, mais sa base place Ségolène Royal en tête avec 53 %.

Un camouflet ? « Je me suis refusé à donner des consignes de vote. » Pour calmer l'ardeur des partisans gardois de Ségolène, un tiers des sièges du bureau fédéral leur est dévolu.

En Loire-Atlantique, même cas de figure. Alain Gralepois – encore un proche du maire de Paris – se déporte vers Martine Aubry, mais pas les militants du département (52 % pour Ségolène Royal). L'inverse se produit dans le département de l'Essonne, grand pourvoyeur de caciques socialistes comme Julien Dray ou Jean-Luc Mélenchon. Fraîchement élu à la tête du PS de ce département francilien, Carlos Da Silva appuyait la candidature de Ségolène Royal, mais c'est Martine Aubry qui a eu la faveur des militants. Réplique de l'intéressé, par ailleurs suppléant de l'ultraroyaliste Manuel Valls : « L'aile

gauche du PS tient le département depuis 1976. Alors, un soutien de Ségolène à sa tête, c'est une vraie révolution. » En dehors de ce cas, l'« discipline » des militants par rapport aux premiers secrétaires fédéraux se trouve plutôt du côté des départements, soutiens de Bertrand Delanoë. « Ceux qui ont voté pour le

maire de Paris au premier tour se sont sentis un peu orphelins au second », constate Sébastien Dénard, patron de la Haute-Garonne, soutien de Delanoë. En clair, le report des voix s'est mal opéré du maire de Paris vers la maire de Lille. En Isère, le premier secrétaire fédéral Erwann Binet – soutien de Delanoë – a même voté... Ségolène au second tour. L'avenir s'annonce rude pour ces patrons « contrariés ». A Paris, Patrick Bloche a été « contraint » de passer la main après le score décevant de Delanoë. Son courant social libéral prend davantage dans l'élite socialiste que chez les militants.

Et le département le plus discipliné ? La Seine-Maritime s'impose comme le département le plus orienté vers Aubry. Et pourtant, c'est le fief du nouveau parrain de Martine Aubry, Laurent Fabius. Son courant montre ainsi son solide ancrage et son obéissance. Ségolène Royal dispose aussi d'implantations solides, en particulier dans les fédérations de l'Hérault, de l'Aude et des Bouches-du-Rhône où l'on ne passe pas facilement outre les consignes du chef. Finalement et paradoxalement, c'est la nouvelle première secrétaire du parti qui bénéficie de l'assise militante la moins stable. A cette aune, la vieille maison, chère à Léon Blum, vacille sur ses fondations. ■

Franck Dedieu

Dans le Gard, si le premier secrétaire fédéral vote Martine Aubry, sa base place Ségolène Royal en tête.

FÉDÉRATIONS : CELLES QUI SUIVENT ET CELLES QUI S'OPPOSENT À LEUR CHEF

Les fédérations rebelles (*)

Départements	Secrétaires fédéraux	Vote des militants pour Aubry	Vote des militants pour Royal
Gard	Aubry	46,79 %	53,21 %
Loire-Atlantique	Aubry	48,01 %	51,99 %
Essonne	Royal	51,28 %	48,72 %
Hauts-de-Seine	Aubry	52,46 %	47,54 %
Haute-Garonne	Aubry	52,54 %	47,46 %
Finistère	Aubry	52,55 %	47,45 %

Les fédérations disciplinées (*)

Départements	Secrétaires fédéraux	Vote des militants pour Aubry	Vote des militants pour Royal
Seine-Maritime	Aubry	79,44 %	20,55 %
Aude	Royal	22,18 %	77,82 %
Nord	Aubry	76,01 %	23,99 %
Bouches-du-Rhône	Royal	27,5 %	72,5 %
Hérault	Royal	32,79 %	67,21 %
Landes	Aubry	66,97 %	33,03 %

(*) Parmi les 20 fédérations les plus importantes.



Entreprises

■ **AIR FRANCE-KLM** envisage de créer au service d'été 2009, dès avril, une ligne Paris-Canton-Vietnam. Mais le choix entre Hanoi et Hô Chi Minh-Ville (Saigon) n'est pas arrêté, même si Hanoi est le plus probable. Ce nouveau « courrier » a été rendu nécessaire en raison du peu de succès rencontré par le Paris-Canton.

■ **LA CAISSE DES DÉPÔTS**, via SNI, aura acquis, à la fin du premier trimestre 2009, 10 000 logements sociaux. Nicolas Sarkozy avait annoncé en octobre un plan de rachat de 30 000 logements.

■ **GOODYEAR** étudie la possibilité d'une semaine de chômage partiel en février sur son site d'Amiens. Cette mesure concernerait 849 salariés chargés de produire des pneus pour véhicules de tourisme.

■ **TOYAL EUROPE**, numéro un mondial de la peinture automobile, va recevoir cette semaine le patron Etats-Unis. La filiale française du groupe nippon, qui affiche 1,3 million d'euros de pertes en 2008-2009, va travailler à 50 % de ses capacités dès le 20 janvier.

CDC ENTREPRISES : 400 MILLIONS D'EUROS

■ La filiale de la Caisse des dépôts, dont les actifs vont être placés dans le fonds stratégique d'investissement, a engagé en 2008 pour 400 millions d'euros. La moitié, soit 200 millions d'euros, a participé au financement de fonds, 90 millions sont venus alimenter de grands fonds de fonds privés, détenus notamment par AGF Allianz, la Société générale et le groupe Caisse d'épargne. CDC Entreprises a également investi en direct dans le capital de PME à hauteur de 90 millions d'euros. La société, présidée par Jérôme Gallot, a actuellement un portefeuille de 150 entreprises. Par ailleurs, CDC Entreprises a engagé 20 millions d'euros en faveur d'Oséo Garantie. ■

AIRCELLE : PAS D'ÉQUILIBRE EN 2008

■ Le fabricant de nacelles de réacteurs ne devrait pas atteindre l'équilibre en 2008. Cela s'explique par le retard de l'A380, la fin de l'A318 et la fin de vie de l'A340. En revanche, la société, recapitalisée par Safran en 2010, va connaître un fort développement, durant trois exercices, de ses débouchés sur l'A330. Aircelle étudie aussi la possible délocalisation de son bureau d'études de Plaisir en Inde. Quarante personnes sont concernées. ■

■ **LYONDELLBASELL** dévoilera, les 28 et 29 janvier, les contributions des branches européenne et française au redressement des activités américaines placées sous chapitre XI depuis le début de l'année. Le groupe pétrolier devrait annoncer, à cette occasion, la fermeture du site spécialisé dans le polyéthylène et le polypropylène, situé à Fos-sur-Mer, qui emploie 80 salariés.

■ **EURO DISNEY** recentre son marketing sur le marché francilien. Le parc de loisirs s'attend à une baisse de la fréquentation de ses principaux clients venant d'Espagne et de Grande-Bretagne. D'autre part, la société, qui évoquera fin janvier avec ses salariés les conséquences de la crise, a déjà réduit de moitié les hausses des salaires. Malgré un bon premier trimestre 2008-2009.

■ **LAZARD FRÈRES** Gestion, déjà présent à Bordeaux et à Lyon, va étoffer son réseau en région, en s'implantant à Nantes et dans l'Est, probablement à Strasbourg. La maison, qui dispose d'un bureau à Bruxelles, vise Genève, avec un partenaire local.

■ **ST DUPONT** voit ses ateliers mécanique et finition de Haute-Savoie, au total une centaine de salariés sur 340, presque totalement à l'arrêt depuis le début de janvier. En attendant, l'entreprise prépare le lancement de la fabrication de deux nouveaux briquets en Asie. Ils seront ensuite finis en France.

■ **LORRY-RAIL**, l'exploitant de l'autoroute ferroviaire entre le Luxembourg et Perpignan, devrait afficher pour 2008 une perte supérieure à 7 millions d'euros. La SNCF, actionnaire minoritaire, juge qu'une nouvelle recapitalisation est urgente.

■ **SOGERMA** va ralentir son projet de délocalisation au Mexique, du fait de coûts logistiques importants. Par ailleurs, la maison mère a décidé que la France concentrerait ses délocalisations au Maghreb.

La coulisse de la semaine

PRÉSIDENTIE TCHÈQUE : SES PRIORITÉS CACHÉES EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Si la place de l'Union européenne dans le monde se situe au troisième rang des priorités de la présidence tchèque, cette préséance ne doit pas faire illusion. Dans l'esprit du Premier ministre Mirek Topolánek, la place de l'UE dans le monde serait plutôt aux côtés des Etats-Unis. A l'instar de l'alignement des Tchèques sur la position américaine dans la gestion du conflit à Gaza.

Non seulement la présidence tchèque ne veut pas compromettre son objectif de resserrer les liens de l'UE avec Israël mais, surtout, elle veut nouer un contact privilégié avec les Etats-Unis. D'ailleurs, Mirek Topolánek a sollicité l'appui de Nicolas Sarkozy, son prédécesseur à la présidence de l'UE, pour l'aider à convaincre le futur président Barack Obama de participer à un sommet Union européenne-Etats-Unis pendant sa présidence.

Dans les Balkans, où les Tchèques vont concentrer leurs actions, il s'agit d'accélérer le calendrier d'adhésion pour la Croatie mais aussi pour la Serbie, la Macédoine et le Monténégro. Avec les autres pays voisins de l'Est (Ukraine, Géorgie, Moldavie...), l'idée est de mettre en place un « partenariat oriental », sur le modèle de l'Union pour la Méditerranée. La République tchèque souhaiterait le présider les deux premières années.

Enfin, pour Mirek Topolánek, la défense européenne passe surtout par l'Otan, avec qui il entend renforcer un « partenariat stratégique ». Il ne compte pas ainsi relancer de missions militaires majeures de l'UE après l'arrêt de celles du Tchad, de République centrafricaine et de Bosnie. Car la plupart des Etats membres estiment que la présence dans ce dernier pays n'a plus de justification. ■

Nextstage en marche

Le spécialiste du capital développement, qui compte 45 PME en portefeuille, vient de boucler le premier *closing* de son FCPR Championne II. Lancé en mai, le fonds a levé 61,2 millions d'euros pour un objectif final de 120 millions. Les investisseurs institutionnels étaient au rendez-vous, dont la Caisse des dépôts, OFI et Artemis. Le holding de François-Henri Pinault vient, par ailleurs, d'entrer au capital de Nextstage, rachetant les 12,7 % jusqu'à présent détenus par Leven. Les 87,3 % restent entre les mains des quatre associés fondateurs : Grégoire Sentilhes, Hervé de Beublain, Jean-David Haas et Keyvan Nilforoushan. ■

Energies nouvelles

Pour les 14 plus grands groupes pétroliers, les énergies alternatives s'imposent comme un nouvel axe de développement. Selon KPMG, qui a étudié leur stratégie de diversification au travers de leurs rapports annuels, les énergies solaires et éoliennes ainsi que la biomasse caracolent en tête : 12 ont opté pour la biomasse, tandis que huit d'entre elles choisissent le solaire et sept, l'éolien. Renouvellement des énergies fossiles et croissance de la demande énergétique sont les principaux moteurs de ces sociétés. Reste que le poids des diversifications est encore peu significatif au regard de leur état financier. ■

■ **CARREFOUR** est déçu par les résultats de ses lignes de vêtements Tex by Max Azria. L'enseigne ne devrait pas renouveler son contrat.

■ **BROKER FRANCE** vise l'ouverture d'une centaine d'agences dans l'Hexagone et outre-mer, contre 29 actuellement. Le réseau de courtiers en crédit immobilier, lancé en région par Raoul Grandhomme, va se développer en franchise.

■ **PONCIN YACHTS** affiche, pendant les salons nautiques, des rabais pouvant atteindre 60 000 euros sur ses plus grosses unités. Le chantier naval rochelais espère ainsi éviter la constitution de stocks d'invendus qui pourraient peser sur ses comptes.

■ **AURALOG**, éditeur de solutions d'*e-learning* pour l'apprentissage des langues, va se renforcer en Chine, où il est déjà présent à Pékin, en s'installant à Shanghai. La société, qui prévoit une croissance de 30 %, souhaite ensuite créer des filiales au Brésil, au Mexique et au Canada.

■ **SARRAU THOMAS CORDERC** va créer un département Restructuring. Delphine Caramalli, qui quitte le cabinet d'avocats d'affaires Fried Frank où elle était entrée en 2001, en aura la charge. Spécialisée en restructuration d'entreprises et en fusions-acquisitions, elle deviendra la dix-huitième associée du cabinet créé en 2005.

■ **CETELEM** estime en interne que ses résultats 2008 devraient être divisés par deux par rapport à ceux de 2007.

■ **LOOKADOK**, société de conseil et de formation comportementale dans le secteur des services et de la distribution, déjà présente à Munich et à Shanghai, va créer une filiale à Moscou et une autre à Florence en 2009.

■ **ENDERBY** est le nouveau nom de l'agence de communication spécialisée dans les métiers du conseil créée en 2008 par Delphine Jouenne (ex-PricewaterhouseCoopers) et Cyril Chassaing sous le nom d'Intuiti Conseil.

■ **TF 1**, dix jours après l'arrêt de la publicité à partir de 20 heures sur France Télévisions, a vu baisser ses investissements bruts de 17 %. M6 accuse de son côté une baisse de 6 % sur un marché global de la télévision en recul de 8 %. Seules les chaînes de la TNT progressent avec +142 % pour Direct8, +131 % pour NRJ12 et +119 % pour TMC.

■ **HI-MEDIA**, éditeur et régie Internet, prévoit une croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires pour 2009, malgré un marché publicitaire en berne. La croissance sera tirée par l'augmentation des revenus issus de son activité micro-paiements, qui a progressé de 55 % en 2008. Elle a représenté, pour la première fois, plus de la moitié du chiffre d'affaires.

■ **SAMSONITE** a signé une licence avec Converse pour une gamme de sacs à son emblème.

■ **GREEN COVE INGÉNIERIE**, spécialiste du covoiturage en France, cherche à lever 2 millions d'euros. C'est sa première levée de fonds depuis 2003.

BAYARD : VERS UNE RECAPITALISATION DU GROUPE EN 2009 ?

■ Les résultats du groupe de presse catholique se sont dégradés en 2008, avec pour la première fois une perte d'exploitation de 2,7 millions d'euros, contre 4,4 millions en 2007. La marge nette de Bayard ne reste bénéficiaire (0,8 million d'euros) qu'à la faveur de la vente du magazine norvégien *Vi Over 60* en juillet. Les perspectives pour 2009 étant jugées « périlleuses » par le directoire, certains cadres préconisent une recapitalisation à hauteur de 10 millions d'euros. Le projet a été repoussé par l'actionnaire, la congrégation des Augustins de l'Assomption. Bruno Frappat, qui quittera en juin son mandat de président du directoire, pourrait être remplacé par Ghislain Lafont, président du directoire de Saint Loup, la société de gestion du patrimoine des Assomptionnistes. ■

ERNST & YOUNG : LES DIRECTIONS JURIDIQUES INSUFFISANTES À L'ÉTRANGER

■ C'est l'une des principales conclusions de la deuxième édition de l'Observatoire des directions juridiques lancé par Ernst & Young : alors que la moitié de celles-ci assument une responsabilité mondiale, 41 % n'ont pas de collaborateurs à l'étranger. Et la proportion est encore plus faible dans les sociétés qui réalisent plus de 1 milliard d'euros, puisqu'elle chute à 25 %. Autant dire qu'il leur est difficile d'établir une cartographie des risques et d'appréhender l'ensemble des problématiques locales. Autre fait marquant : si elles sont 60 % à travailler avec les directions générales et 50 % avec les directions financières, elles sont seulement 6 % à le faire avec les responsables du développement durable. Même si un changement se dessine : un quart commence à travailler avec ces directions. ■



Affaires publiques

■ **LES OPÉRATEURS** téléphoniques sont inquiets après la nomination de Nathalie Kosciusko-Morizet au secrétariat d'Etat à l'Economie numérique. L'ex-secrétaire d'Etat à l'Ecologie avait, en effet, pointé les risques potentiels liés aux antennes-relais.

■ **LE CABINET** de Yazid Sabeg, commissaire à la diversité, devrait être bientôt connu, après quelques atermoiements autour du choix de son directeur. Dans l'équipe devraient figurer Richard Finck (DGA), François Schechter (Adecco), Igas et ex-collaborateur de Philippe Douste-Blazy et de Dominique Versini, ainsi que Patrick Gagnaire de la Fondation Télémaque.

■ **DEUX CANDIDATS** ont été présélectionnés dans le cadre de l'appel à projets lancé en 2007 par la France et l'Espagne pour l'exploitation d'une autoroute de la mer sur la façade atlantique. Côté français, il s'agit du groupement Grimaldi Louis Dreyfus/CMA CGM sous l'égide du Cercle pour l'optimodalité et, côté espagnol, du groupe Acciona Trasméditerranée.

■ **LE MODEM**, qui a reçu 640 candidatures pour figurer sur ses listes européennes, effectue des études approfondies avec des spécialistes de l'opinion autour de ses futurs thèmes de campagne et des profils idéals pour briguer un siège d'eurodéputé. Le parti de François Bayrou réserverait deux ou trois grosses surprises concernant ses têtes d'affiche.

■ **LA RENCONTRE** prévue entre François Bayrou et Jean-Michel Baylet pour examiner des possibilités de convergences entre le MoDem et le PRG a été annulée. A la suite de propos, jugés condescendants, du président des centristes sur les radicaux de gauche.

■ **LA RÉGION** Ile-de-France s'interroge sur le concept de son stand de 500 mètres carrés à l'Exposition universelle de Shanghai. Elle hésite à viser entre les millions de visiteurs chinois et ceux qui viendront du monde entier. Gabriel Massou, leader communiste au conseil régional, plaide pour les Chinois.

■ **RÉFORME** et Modernité, le club d'Hervé Mariton, va bientôt plancher sur l'optimisme en politique. Les élus membres de cette organisation ont déjà été priés de fournir une contribution écrite sur ce thème.

PROMOTION D'ERIC BESSON : LES CENTRISTES RÉAGISSENT

■ L'arrivée d'Eric Besson dans les instances dirigeantes de l'UMP n'a pas fini de faire des vagues. Intervenant mardi devant le bureau du groupe de l'Assemblée, Pierre Méhaignerie, actant que l'Elysée semble tout miser sur l'UMP aux dépens des sensibilités centristes de la majorité, a plaidé pour que celles-ci s'organisent. En créant une structure qui réunirait les centristes de l'UMP, le Nouveau Centre, le Parti radical ou La Gauche moderne... But : empêcher la mainmise de François Bayrou. Dans la Drôme, Eric Besson pourrait gêner Hervé Mariton, président de la fédération départementale. On évoque ses ambitions pour les régionales en Rhône-Alpes. L'eurodéputée Françoise Grossetête, le député de l'Ain Etienne Blanc et le sénateur de Haute-Savoie Jean-Claude Carle se disputeront la tête de liste régionale aux primaires. L'eurodéputée trouverait alors une porte de sortie en cas d'échec aux européennes. ■

TOULOUSE : AUDIT SUR LA GESTION DE L'EAU

■ Le président socialiste de la nouvelle agglomération toulousaine, Pierre Cohen, lancera ce mercredi un audit sur la concession de la gestion de l'eau de la Ville rose, détenu par Veolia. Le contrat de délégation de service public arrive à échéance en 2020. L'audit a été confié au groupe Merlin, associé au cabinet d'avocats Matharan-Pintat-Raymundie et à Finance Consult pour l'expertise financière. But : évaluer le coût de la gestion de l'eau, mesurer le mode de gestion le plus approprié et l'éventualité de reprendre la gestion de l'eau en régie municipale. Conclusions attendues pour avril. ■

TAXE POIDS LOURD : LE CASSE-TÊTE DU CALENDRIER

■ Le gouvernement pourrait publier d'ici à fin janvier l'appel à préqualification pour le marché de PPP concernant l'installation et l'exploitation du futur péage poids lourds sur les routes nationales et départementales. Quatre groupements seraient partants. Reste que le calendrier initial (expérimentation en Alsace d'ici à fin décembre 2010, puis extension nationale d'ici à fin décembre 2011) paraît difficilement tenable. Au mieux, la collecte de la taxe, qui doit rapporter 1 milliard d'euros par an, n'interviendrait pas avant début 2012. C'est-à-dire l'année de l'élection présidentielle, occasion pour le lobby des fédérations de transporteurs de mener une guérilla avec les élus locaux. ■

■ **LA BANQUE DE FRANCE** devrait annoncer un bénéfice net 2008 proche de celui de 2007, à 2,3 milliards d'euros. Le prévisionnel 2009 est au même niveau. L'imprimerie de Chamalières va produire 2,5 milliards de coupures cette année. En revanche, l'institut d'émission a décidé de ne pas investir dans de nouveaux outils d'impression sur son site de Vic-le-Comte.

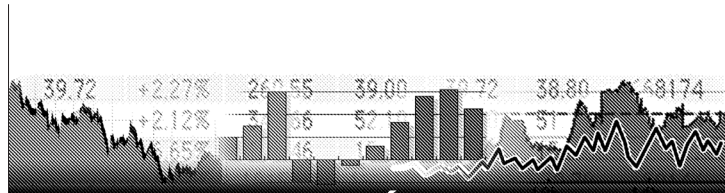
■ **L'ASSOCIATION** des régions de France vient de boucler une étude montrant que les régions et les départements ne sont en concurrence que sur seulement 10 % de leur budget. Ce qui ôte, selon elle, son intérêt à l'idée du gouvernement de fusionner ces deux collectivités.

■ **LE PRÉSIDENT** du parti radical valoisien à Paris, Patrice Gassenbach, devrait finalement postuler pour un ultime mandat de deux ans.

■ **LES SÉNATEURS** de la commission des affaires culturelles ne lâcheront pas sur les modifications apportées au projet de loi audiovisuelle concernant la redevance et l'évaluation des besoins de financement de l'audiovisuel public par le CSA. La commission mixte paritaire tranchera fin janvier.

■ **LE PRÉSIDENT** de Météo France, Pierre-Etienne Bisch, vient de recruter comme chef de cabinet Anne Biacabe. Elle a été auparavant chef adjoint du cabinet de Christian Poncelet au Sénat.

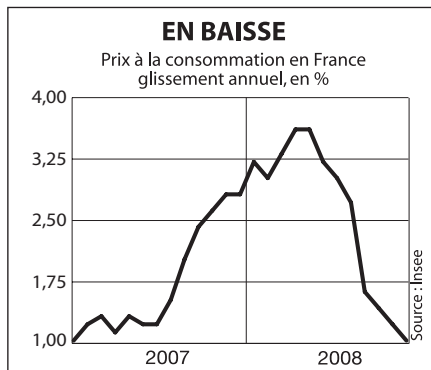
■ **LE GOUVERNEMENT**, qui avait fait annuler l'amendement Gouteyron pour plafonner la prise en charge des frais de scolarité des enfants français à l'étranger, pourrait finalement « prendre un décret allant dans le même sens ». Mais uniquement à l'issue des élections de l'Assemblée des Français de l'étranger, en juin 2009.



Perspectives économiques

FRANCE : LA BAISSÉ DES COURS DU PÉTROLE VA DOPER LA CROISSANCE

La baisse des cours du pétrole, et donc le fort ralentissement de l'inflation, vont donner un vrai bol d'oxygène aux grandes économies. D'abord, elle allège la facture énergétique et dope le pouvoir d'achat des ménages et, finalement, la consommation. En supposant que les prix du pétrole se stabilisent vers 50 dollars le baril en moyenne en 2009 – une baisse de 50 % par rapport au cours moyen de 2008 –, l'effet pourrait être de l'ordre de 0,4 point de PIB supplémentaire, soit une injection de 6 milliards d'euros pour l'ensemble de l'année, d'après les calculs de Mathilde Lemoine, directrice des études économiques de HSBC à Paris. La facture pétrolière pourrait aussi être réduite de 30 milliards d'euros, ce qui entraînerait une division par deux du déficit commercial. Au total, l'effet sur la croissance de la baisse des prix du pétrole sera plus important que celui du plan de relance présenté fin décembre.



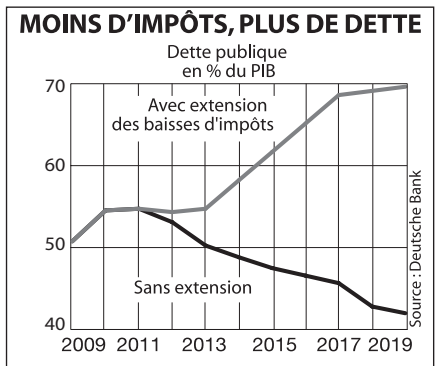
Centre de prévision de L'Expansion

MONDE : LE RETOUR À UNE CROISSANCE DURABLE N'EST PAS GARANTI

Même si les plans de relance fonctionnent, l'économie mondiale n'entrera pas nécessairement dans une période de croissance durable, prévient Hervé Monet, directeur de la recherche économique de la Société générale. Pour assurer la pérennité de la reprise, il faudra encore en 2009 et en 2010 apurer les bilans des banques, grâce à des achats publics d'actifs toxiques – une mesure difficile à faire passer auprès de la population – ou à des structures de cantonnement. En effet, les recapitalisations déjà réalisées et les pertes déjà enregistrées dans les comptes sont loin de suffire, notamment aux États-Unis. Autre problème : l'excédent courant de la Chine va continuer de croître. Cela signifie que le déficit courant américain va rester important. Le dollar n'est donc pas à l'abri d'une nouvelle dégringolade même si, à court terme, l'environnement international, marqué par de nombreuses incertitudes, est plutôt favorable.

ÉTATS-UNIS : LE PLAN OBAMA COÛTERA CHER

Selon les calculs des experts de la Deutsche Bank, le plan de relance de Barack Obama va augmenter la dette publique des États-Unis d'environ 5 % du PIB. De fait, le passif de l'État américain devrait bientôt atteindre des niveaux inconnus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. A lui seul, le dérapage des comptes de l'État lié à la relance budgétaire devrait logiquement entraîner une remontée des taux d'intérêt à long terme. Dans le meilleur des cas, celle-ci sera de 25 points de base pour la prochaine décennie. Mais si les baisses d'impôts instaurées par l'administration Bush devaient être maintenues, la dette publique américaine grimperait jusqu'à 70 % du PIB en 2020. Les taux d'intérêt à long terme augmenteraient alors de 100 points de base.



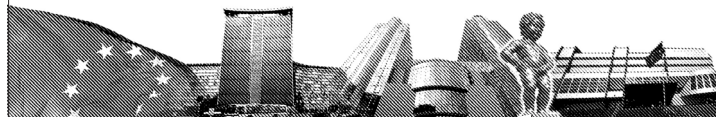
Centre de prévision de L'Expansion

CHINE : PLUS D'APPÉTIT POUR LA BOURSE EN 2009

La crise des *subprimes* et le resserrement du crédit ont fortement ébranlé les marchés financiers internationaux, et la récession mondiale n'épargne pas Hongkong. Résultat : le nombre d'introductions en Bourse a chuté de 43 % en 2008. Mais, selon les analystes de PricewaterhouseCoopers, les fonds levés grâce aux nouvelles introductions devraient atteindre 6,4 milliards d'euros en 2009, soit une légère augmentation par rapport aux 5,8 milliards d'euros collectés en 2008. La raison de cette embellie ? Il existe en Chine un important portefeuille de sociétés présentant de solides fondamentaux susceptibles de s'introduire sur le marché boursier, qui représente un sérieux point d'entrée pour les investisseurs étrangers.

AMÉRIQUE LATINE : À CHACUN SON PLAN DE RELANCE

Avec l'aggravation de la crise financière au cours du second semestre de l'année dernière, notamment la chute des cours des matières premières, la capacité de résistance de l'Amérique latine est soumise à rude épreuve. Pourtant, les moyens déjà mis en œuvre pour éviter la récession sont colossaux : assouplissement des politiques monétaires, preuve que l'inflation n'est plus la préoccupation première, mais aussi plans de relance macroéconomiques, voire sectoriels, visant à protéger les secteurs les plus fragilisés. Cette réactivité immédiate à la crise a été possible car, globalement, les finances publiques sont solides, analysent les experts de Natixis. De ce point de vue, c'est le Chili qui a le plus de marge de manœuvre.



International

Agences de notation : Washington s'oppose à Bruxelles

Washington s'oppose fermement à plusieurs dispositions du paquet législatif européen sur la régulation financière. C'est le sens des propos tenus aux commissaires européens chargés de l'économie, la semaine dernière, par l'ambassadrice américaine auprès de l'UE.

La plus forte objection concerne le projet de réglementation des agences de notation financière, qui doit être débattu au Parlement européen au printemps. Celui-ci entend responsabiliser les agences et leur permettre de jouer un rôle de veille des entreprises. Or Washington craint que cette responsabilité légale n'ait pour conséquence une délocalisation en Europe des agences de Wall Street afin qu'elles soient en mesure de répondre à la justice européenne. Autre sujet d'inquiétude : les critères retenus pour la notation des entreprises et des fonds seraient beaucoup plus restrictifs dans la nouvelle réglementation européenne. Les Etats-Unis alertent alors sur la difficulté d'effectuer des comparaisons entre les entreprises des deux côtés de l'Atlantique. ■

■ **LE CONSEIL** agriculture et pêche doit se prononcer ce mardi quant à la mise sur le marché du colza T45, élaboré par Bayer CropScience et destiné à l'alimentation humaine. Le comité technique n'ayant pas pris position, le Conseil devrait s'abstenir. La Commission devrait alors arrêter une position d'ici à mars.

■ **LA POLOGNE** fait valoir qu'elle est le seul pays à avoir fait preuve de solidarité en transférant une partie de son gaz naturel à la Slovaquie et à la Roumanie. Objectif : assurer son leadership sur les nouveaux Etats membres de l'UE.

■ **LA BANQUE CENTRALE** brésilienne subit le lobbying intense du président Lula pour obtenir une baisse du taux d'intérêt, qui est, à 13,75 %, le plus élevé du monde. But : relancer l'activité d'ici à 2010, année électorale. Décision ce mercredi.

■ **JEAN-MARIE BEAUPUY**, eurodéputé MoDem, multiplie les réunions avec des associations d'élus et diverses organisations sur l'Erasmus des élus locaux, décidé par le Parlement européen. Avec une double condition pour financer les opérations : qu'elles aient un but précis et fassent l'objet d'un bilan pour en mesurer les résultats.

■ **LA FONDATION** pour l'innovation politique compte abandonner l'étude de la géopolitique et des institutions européennes pour se recentrer sur l'analyse des sociétés françaises et européennes.

■ **LES SERVICES** de renseignements italiens estiment dans un récent rapport que l'infiltration en France de clans de la camorra napolitaine et de la Ndrangheta calabraise n'aurait jamais été aussi importante. La Côte d'Azur serait particulièrement touchée.

■ **AXEL WEBER**, ex-chef de file des tenants de la politique restrictive de la BCE, a perdu de son influence au conseil des gouverneurs depuis qu'il réclame une baisse des taux d'intérêt. Au profit de Mario Draghi, de la Banque d'Italie, et de Vítor Constâncio, de la Banque du Portugal.

■ **BUSINESSEUROPE**, la fédération du patronat européen, négocie avec la Berd des prêts à taux bonifiés pour les investissements d'entreprises européennes dans les Balkans et le Caucase. Une décision de principe a été arrêtée.

■ **LE MAROC**, touché par la crise financière et la diminution de l'aide des pays du Golfe, procède à de sérieuses réductions dans son programme d'achat d'armes. Un contrat portant sur 24 F-16 américains est le plus menacé, mais d'autres projets seraient aussi remis en cause.

FONDATION EUROPE + : SES 52 PROPOSITIONS POUR L'UNION EUROPÉENNE

■ La fondation, coprésidée par Pierre Guénant et Patrick Gounelle, s'appête à rendre public son rapport annuel. Elle y formule 52 propositions pour peser sur le futur agenda de la Commission européenne. Objectif de ce troisième rapport : relancer la stratégie de Lisbonne en y introduisant la notion de capital humain. L'idée est de s'appuyer sur celui-ci pour tirer l'économie européenne et valoriser ses avantages compétitifs. Le capital humain y est déterminant dans l'industrie créative (médias, Internet, cinéma, jeux) et le transport. La Fondation Europe + prône de défiscaliser les actifs immatériels des entreprises (marques, clients, organisation, salariés...). En matière d'éducation, elle propose aussi une certification internationale de masters, impliquant de passer six mois aux Etats-Unis ou en Asie. ■

GUERRE DU GAZ : LA RUSSIE VISE LE RENCHÉRISSEMENT DU COURS

■ Les services de la Commission européenne soulignent, dans une note aux ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept, que la Russie poursuit des intérêts stratégiques dans la crise de l'approvisionnement européen déclenchée le 27 décembre : Moscou viserait le renchérissement du cours du gaz naturel. La chute des prix des matières premières a provoqué une baisse de 25 % des réserves de change russes. De plus, le Kremlin voudrait souligner, à quelques mois du sommet de l'Otan à Strasbourg, que toute tentative de désigner l'Ukraine pays candidat à l'adhésion pourrait avoir un impact négatif sur les intérêts européens. ■

La Lettre de L'Expansion

La Lettre est réalisée chaque semaine sous la responsabilité de Philippe Reiller, RÉDACTEUR EN CHEF (41.63), preiller@lexpansion.com
RÉDACTION : Emmanuelle Leneuf, GRAND REPORTER (41.64), (ENTREPRISES) eleneuf@lexpansion.com
Thierry Mestayer (42.06), (INTERNATIONAL) tmestayer@lexpansion.com
ASSISTANTE : Sophie Roy-Boxhorn (50.18) sroyboxhorn@lexpansion.com
RESPONSABLE DU Centre de prévision de L'Expansion : Emmanuel Lechypre (50.78) elechypre@lexpansion.com

DIRECTEUR DES RÉDACTIONS, CHARGÉ DE LEUR COORDINATION : Alain Louyot.
DIRECTRICE DÉLÉGUÉE : Katherine Menguy.
DIFFUSION : Laurence Hay (42.64).
RELATIONS PRESSE : Virginie Matrat (43.09).
RELATIONS CLIENTÈLE : Nadia Boufassa (42.99).
Prix du numéro : 25 € TTC.
Abonnement papier : 1 150 € TTC.
Abonnement électronique : 1 400 € TTC.

Société éditrice : Groupe Express-Roularta.
SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 6 150 000 euros. 552 018 681 RCS Paris.
Siège social : 29, rue de Châteaudun, 75009 Paris.
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE : Rik De Nolf.
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Marc Feuillée.

Principaux actionnaires : ROULARTA MEDIA FRANCE et ROULARTA MEDIA GROUP
Imprimée par Impro, 98, rue Alexis-Pesnon, 93100 Montreuil.
Commission paritaire n° 1112 I 82343.
Toute reproduction non autorisée même par photocopie est interdite.
Copyright 2009.



Décideurs

■ **FRANÇOIS HOLLANDE** se montre acide, en privé, avec Martine Aubry qui n'a pas assumé les raisons du départ d'André Vallini de ses fonctions de secrétaire national à la justice. «Ce n'est pas la première fois qu'elle prend des libertés avec la vérité, assure-t-il. Elle avait déjà certifié à Jean Gandois qu'elle ne légiférerait pas sur les 35 heures!»

■ **XAVIER BERTRAND** et Eric Besson, après l'annonce du miniremaniement, ont sorti sur Internet le bilan de leurs actions ministérielles : sur six pages, pour le premier, sur 13 pour le second. Bertrand a aussi mentionné plus de 300 interviews et plus de 5 000 appels de journalistes traités.

■ **CHRISTINE LAGARDE** s'exprimera ce jeudi devant le Parlement danois pour montrer les avantages de l'euro, notamment en période de crise financière. C'est volontairement que Copenhague n'a pas invité le ministre tchèque des Finances, qui préside l'Ecofin, la République tchèque ne faisant pas partie de la zone euro.

■ **DOMINIQUE STRAUSS-KAHN**, après Prague la semaine dernière, a prévu de se rendre en février à Berlin, à Kuala Lumpur et à Rome. Sont programmés en mars : le Kenya, la Tanzanie, la Grande-Bretagne et la Colombie. Le patron du FMI inclut au moins une capitale européenne par mois.

■ **BRUNO LE MAIRE**, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, est très sollicité par les grands patrons. Après PSA, suivront ce mois-ci des rendez-vous avec GDF Suez, Arianespace et BNP Paribas.

■ **VALÉRIE PÉCRESSE** a demandé au Cnes d'être vigilant sur la situation des entreprises du spatial et des sous-traitants afin de réduire les délais de paiement qui sont actuellement d'environ quarante-cinq jours.

■ **BENOIST APPARU**, député UMP de la Marne, est persuadé que la réforme du règlement du Parlement en entraînera, à terme, deux autres : limitation du cumul des mandats et proportionnelle.

■ **ALAIN BAUER**, criminologue, préfacera le livre consacré à la cyberguerre de Nicolas Arpagian, rédacteur en chef de la revue *Prospective stratégique*, à paraître début mars aux éditions Vuibert.

■ **SERGE DASSAULT** a décidé début janvier de suspendre la cession du *Journal des finances*. Le projet, qui suscitait l'intérêt de Bernard Arnault, est annulé du fait de la valeur, jugée stratégique, du site Internet, en termes aussi bien d'audience que d'offres de services financiers qui génèrent du trafic sur les sites du Groupe Figaro.

■ **RENÉ PROGLIO**, président du club des anciens d'Arthur Andersen, organisera la soirée annuelle le 29 janvier à la CCIP. Thème : réflexion sur la crise financière et les solutions pour en sortir.

■ **FRANCESCO MENGOZZI**, ancien patron d'Alitalia, *managing director* chez Nomura, était conseil d'Air France-KLM pour son rapprochement avec Alitalia.

■ **AUGUSTIN DE ROMANET**, qui préside le fonds stratégique d'investissement, a été pris d'assaut par des chefs d'entreprise lors des vœux aux forces vives jeudi soir, à Bercy : «Chaque fois qu'on me serrait la main, on me demandait 1 milliard d'euros! Je n'ai jamais été autant sollicité!»

■ **PIERRE PAGESSE**, président de Limagrain et du Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture, regrette le peu d'écho qu'a eu sa lettre à l'Elysée prônant une régulation des marchés agricoles.

■ **GRÉGOIRE SENTILHES**, président des Journées de l'entrepreneur, sera à Washington cette semaine pour rencontrer l'administration Obama. Objectif : donner plus d'ampleur à l'événement outre-Atlantique, où la première édition de la Global Entrepreneurship Week avait eu lieu l'an dernier.

■ **MICHEL BOUVARD**, député UMP de Savoie, accaparé par ses fonctions de président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, quittera prochainement la coprésidence de l'association TDIE. Il devrait être remplacé par un sénateur de la majorité pour faire pendant au socialiste Philippe Duron, mais le choix n'a pas encore été arrêté.

■ **MAURICE LÉVY**, président du directoire de Publicis, vient d'être nommé homme de communication de l'année aux Etats-Unis par l'hebdomadaire *Delaney Report*.

■ **JEAN-PIERRE JOUYET**, président de l'AMF, recevra ce jeudi au Quai d'Orsay, à l'occasion de l'anniversaire du traité de l'Elysée, la grand-croix du Mérite allemand. C'est son ancien homologue, Günter Gloser, qui lui remettra cette distinction.

■ **GREGORY DEASON**, président de l'association américaine des parcs de recherche universitaires, sera à Paris à la mi-mars. Il fera une intervention notamment devant le cercle France-Amériques.

■ **LOLA KARIMOVA-TILLYAEVA**, ambassadrice de l'Ouzbékistan auprès de l'Unesco, veut nouer des liens culturels avec les pays de l'UE. Elle organise à Paris une exposition de 28 œuvres de l'avant-garde russe, du 22 au 31 janvier à l'ambassade de l'Ouzbékistan. Pour la première fois, quatre tableaux de Kandisky et une œuvre de Rothenko quitteront le musée d'art de Tachkent.

■ **MICHEL BARNIER** annoncera cette semaine, dans *La France agricole*, les secteurs (ovins, assurance récolte, production animale à l'herbe, productions laitières des zones fragiles) qu'il souhaite privilégier dans le cadre des nouvelles aides de la PAC.

■ **LOUIS GALLOIS** s'inquiète des difficultés que rencontrent les compagnies aériennes pour obtenir des banques les financements nécessaires aux achats d'avions. «Si cela continue, explique-t-il, nous devons alors abaisser les cadences de production des A320, après les avoir gelées.»

■ **BENOÎT HAMON**, porte-parole du PS, souhaite que La Forge, le *think tank* situé à la gauche du PS et dont il est l'initiateur, poursuive ses activités. Une manifestation est prévue dès le printemps. Objectif : maintenir son réseau.

■ **MARIN KARMITZ**, animateur du Conseil pour la création artistique que présidera le chef de l'Etat, avait effectué ses premiers pas vers la Sarkozye en participant, six mois avant la présidentielle, à un débat de La Diagonale, le club des sarkozystes de gauche.

■ **JEAN-PIERRE RAFFARIN**, passionné par la Chine et nouveau président du groupe d'amitié France-Etats-Unis du Sénat, espère décrocher des missions à l'international tant pour le Sénat que pour l'Elysée.